

22 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 482 portant des mesures de relèvement temporaire de la limite d'âge pour la conclusion des contrats d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 6°, b), et l'article 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles, par dérogation à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, le contrat d'apprentissage peut, jusqu'au 31 décembre 1990, être conclu après l'âge de 18 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans au plus tard.

Art. 2. Sur la proposition du comité paritaire d'apprentissage compétent, le Roi détermine, dans les limites fixées à l'article 1er, l'âge limite au-delà duquel il ne peut plus être conclu de contrat d'apprentissage dans le secteur considéré.

Il peut en outre, sur la proposition du comité paritaire d'apprentissage compétent, avancer la date limite du 31 décembre 1990 visée à l'article 1er.

Art. 3. L'employeur ne peut bénéficier de cette dérogation que pour autant qu'il satisfasse aux conditions d'engagement déterminées par le Roi.

Ces conditions portent sur le rapport entre la mise au travail d'apprentis de moins de 18 ans et l'engagement d'apprentis de plus de 18 ans.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 87 — 82

6 JANVIER 1987. — Arrêté royal portant suspension de l'agrément de nouvelles institutions de réadaptation et de reclassement social des handicapés ainsi que de l'octroi de subsides à la création de telles institutions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 3, 5°, 7° et 10° et l'article 23;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment les chapitres V et VIII et les articles 96 et 144;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'accord de Notre Ministre des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

22 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 482 houdende maatregelen tot tijdelijke verhoging van de leeftijdsgrens voor het sluiten van leerovereenkomsten voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 6°, b), en artikel 3, § 2.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Koning bepaalt de voorwaarden waarin, tot 31 december 1990, met afwijking van artikel 4, tweede lid, van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, de leerovereenkomst kan worden gesloten na de leeftijd van 18 jaar en tot ten laatste de leeftijd van 21 jaar.

Art. 2. Op voorstel van het bevoegd paritair leercomité bepaalt de Koning, binnen de grenzen vastgesteld door artikel 1, de leeftijds-grens waarboven, in de betrokken sector, geen leerovereenkomst meer mag worden gesloten.

Hij kan bovendien, op het voorstel van het bevoegd paritair leer-comité, de door artikel 1 bepaalde einddatum van 31 december 1990 vervoegen.

Art. 3. Van deze afwijking kan de werkgever slechts gebruik maken voor zover hij voldoet aan de aanwervingsvoorwaarden bepaald door de Koning.

Deze voorwaarden betreffen de verhouding tussen de tewerkstelling van leerlingen onder de 18 jaar en de aanwerving van leerlingen boven de 18 jaar.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 87 — 82

6 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit betreffende de opschorting van de erkenning van nieuwe instellingen die de revalidatie en de sociale reclassering van de minder-validen beogen en betreffende de toekenning van toelagen voor de oprichting van deze instellingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op artikel 3, 5°, 7° en 10° en artikel 23;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op de hoofdstukken V en VIII en op de artikelen 96 en 144;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de minder-validen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard les mesures réglementaires faisant l'objet du présent arrêté résulte de l'obligation de contrôler sans délai les dépenses consenties dans le domaine de l'aide aux institutions de réadaptation et de reclassement social des handicapés;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Nos Ministres de l'Education nationale, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Réformes institutionnelles, et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'agrément de nouvelles institutions appartenant à l'une des quatre catégories visées à l'article 41 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963, concernant le reclassement social des handicapés est suspendue.

La mesure de suspension s'étend en ce qui concerne les centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, à l'agrément de nouvelles sections, sauf si celles-ci complètent ou remplacent des activités déjà agréées:

Art. 2. La mesure de suspension prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas :

1^o sur les transferts d'institutions d'un pouvoir organisateur à un autre;

2^o aux institutions qui ont introduit régulièrement une demande d'agrément avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

3^o aux institutions en cours de création suivant un projet pour lequel, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Fonds national de reclassement social des handicapés a déjà octroyé des subsides à la création;

4^o aux institutions qui assurent la poursuite, la reprise ou le remplacement des activités d'une institution dont l'agrément a été retiré entre le 1^{er} janvier 1986 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

5^o aux institutions dont l'agrément est retiré après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui introduisent une nouvelle demande d'agrément dans les six mois de ce retrait;

6^o le changement de catégorie pour ce qui concerne les centres du service de réadaptation fonctionnelle agréés.

Art. 3. L'octroi de subsides à la création est également suspendu, pour les établissements visés à l'article 1^{er} sauf pour ce qui est des établissements visés à l'article 2, 3^o, pour autant qu'ils prouvent que leurs activités sont en pleine correspondance avec les conditions d'agrément endéans les six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Les institutions visés à l'article 2, 2^o à 4^o doivent prouver leurs activités en pleine correspondance avec les conditions d'agrément, dans les six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Les institutions visées à l'article 2, 5^o peuvent, sur leur demande, être agréées de nouveau, si elles prouvent leurs activités en pleine correspondance avec les conditions d'agrément, dans les six mois après le retrait de l'agrément.

Art. 5. Pour chaque catégorie d'institutions, les mesures de suspension prévues au présent arrêté cessent leurs effets à la date d'entrée en vigueur des dispositions réglementaires fixant les normes de programmation pour l'agrément de la catégorie d'institutions visée et les critères pour l'octroi des subsides à la création.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 6 janvier 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre des Affaires sociales
et des Réformes institutionnelles,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DAMSEAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Overwegende dat de noodzaak om zonder dralen de in onderhavig besluit bedoelde reglementaire maatregelen te nemen, voortvloeit uit de verplichting onverwijld de uitgaven te controleren die toegestaan worden op het gebied van de hulp aan de instellingen die de revalidatie en de sociale reclassering van de minder-validen beogen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Ministers van Onderwijs, van Onze Minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De erkenning van nieuwe instellingen die behoren tot één van de vier categorieën bedoeld bij artikel 41 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, wordt opgeschort.

De opschortingsmaatregel slaat eveneens op de erkenning van nieuwe afdelingen van centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen, tenzij deze afdelingen reeds erkende activiteiten aanvullen of vervangen.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde opschortingsmaatregel slaat niet op :

1^o de overdracht van instellingen van een inrichtende macht naar een andere;

2^o de instellingen die een regelmatige erkenningsaanvraag ingediend hebben voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

3^o de instellingen die in oprichting zijn volgens een ontwerp waarvoor, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, reeds oprichtingstoelagen toegekend werden door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

4^o de instellingen die de verderzetting, de hervatting of de vervanging verzekeren van de activiteiten van een instelling waarvan de erkenning ingetrokken werd tussen 1 januari 1986 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

5^o de instellingen, waarvan de erkenning is ingetrokken vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, die een nieuwe erkenningsaanvraag indienen binnen de zes maand na deze intrekking;

6^o de wijziging van categorie inzake de erkende centra of diensten voor functionele revalidatie.

Art. 3. De toekenning van oprichtingstoelagen voor de bij artikel 1 bedoelde instellingen wordt eveneens opgeschort, behalve voor wat betreft de in artikel 2, 3^o bedoelde instellingen, voor zover zij bewijzen dat hun activiteiten, binnen een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, volledig in overeenstemming zijn met de erkenningsvoorwaarden.

Art. 4. § 1. De in artikel 2, 2^o tot 4^o bedoelde instellingen dienen hun activiteiten volledig in overeenstemming met de erkenningsvoorwaarden te bewijzen binnen een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De in artikel 2, 5^o bedoelde instellingen kunnen op hun aanvraag opnieuw erkend worden zo zij hun activiteiten volledig in overeenstemming met de erkenningsvoorwaarden bewijzen binnen een termijn van zes maanden na de intrekking van de erkenning.

Art. 5. Voor elke categorie van instellingen houden de opschortingsmaatregelen, bedoeld bij dit besluit, op uitwerking te hebben vanaf de datum van inwerkingtreding van de reglementaire bepalingen tot vaststelling van de programmatienormen voor de erkenning van de bedoelde categorie van instellingen en van de criteria voor de toekenning van oprichtingstoelagen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Motril, 6 januari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Sociale Zaken
en Institutionele Hervormingen,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,
A. DAMSEAUX

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER